



**Arrêté n°2026-71
prorogeant l'arrêté n°2026-41
Portant réglementation de la circulation et du stationnement**

**TRAVAUX DE DEMOLITION - FRICHE DU VAL RICARD
RUES GEORGES LEMAITRE, PIERRE DE COUBERTIN
ET DE L'ENTE**

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-21-1, R.412-28 et R.417-10,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage,

VU l'arrêté n°2026-41 en date du 03/02/2026 autorisant les travaux de démolition des bâtiments de la friche du Val Ricard, RUE GEORGES LEMAITRE,

CONSIDÉRANT les résultats des diagnostics amiante il est nécessaire de prolonger les mesures provisoires de circulation et de stationnement, RUES GEORGES LEMAITRE et PIERRE DE COUBERTIN,

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté 2026-41 du 03/02/2026, portant réglementation de la circulation et du stationnement, RUES :

- GEORGES LEMAITRE,
- PIERRE DE COUBERTIN,
- DE L'ENTE

sont prorogées jusqu'au 17/02/2026.

Article 2

Les infractions au présent arrêté seront relevées dans les formes prévues par les réglementations en vigueur.

Article 3

M. le Commandant de Police, le Directeur Général des Services et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bolbec, le 12 février 2026

Le Maire

Christophe DORÉ

DIFFUSION :

- MARELLE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer; pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.